**Partage RISE**

Compte rendu de la visio-conférence Afrique

23 Juin 2020

**Participants: 13**

**Bénin**

RACINES : Tobias Gbaguidi

**Burkina Faso**

* DT : Rachid Sanou
* Tin Tua : Elisabethe Zerbo
* Keoogo : Lassina Zampou

**Comores**

Maeecha : Youssouf Dainane et Nasser Assoumani

**France**

Partage : Nahuel Dumenil, Marie Benketaf, Colin Boyaval

**Madagascar**

* Vahatra : Fanja Randriambololotiana
* Bel Avenir : Pablo
* ASA : Caroline

**Haiti**

ADEMA : Mausert François

**Résumé**

Suite à la visio-conférence organisée en mai 2020, regroupant les partenaires de Partage en Afrique, Partage a proposé l’organisation d’une nouvelle réunion via Teams entre les 8 partenaires africains du réseau Partage RISE : 1 au Bénin, 3 au Burkina Faso, 1 aux Comores et 3 à Madagascar ; et y a associé un partenaire haïtien.

Les objectifs de cette réunion étaient les suivants :

* + Donner des nouvelles de chacun ;
  + Echanger sur l’évolution de la situation du Covid-19 dans les pays d’intervention ;
  + Donner à chacun la possibilité de présenter les activités / actions menées localement ;
  + Partager des idées, des bonnes pratiques.

La réunion a commencée à 15h15 et s’est terminée à 17h30 (heure française).

**Introduction par Nahuel**

Nahuel remercie tous les participants d’être présents et souhaite la bienvenue à ceux qui n’avaient pas pu se connecter à la première visio du mois de mai.

En France, la situation se « normalise ». Au niveau de l’équipe de Partage, nous reprenons encore progressivement le chemin du bureau en attendant une reprise totale le 29/06. Le retour à l’école est de nouveau obligatoire depuis le 22 juin, soit plus de 15 semaines après la fermeture pour les élèves de notre région. La France compte environ 29500 décès liés au COVID19.

**Intervention de Youssouf Dainane complétée par Nasser Assoumani – Maeecha – Comores**

Les Comores doivent faire face à de nombreuses périodes de délestage, handicapante pour la réalisation des activités. Pour autant, après deux mois de confinement partiel et de travail à distance, l’équipe de Maeecha a repris son activité depuis début juin. Les mesures barrière sont toujours de mise.

La population semble de plus en plus consciente de la réalité du virus. Un couvre-feu est maintenu de 20h à 5h du matin ; les mosquées sont toujours fermées (un plan de réouverture est à l’étude parmi les oulémas). Le virus circule sur l’ensemble du territoire mais les données ne sont pas claires, on compterait environ 230 cas avérés, 159 guérisons et 5 décès.

Le Ministère de l’Education Nationale a décidé de la réouverture des classes d’examen soit les CM2, 3ème et Terminale (afin de ne pas léser les étudiants qui souhaitent s’inscrire dans les universités étrangères) et permettre aux autres élèves d’effectuer leur inscription pour la rentrée 2020-2021. Il n’y a pas de protocole spécifique en dehors du port du masque obligatoire (le MEN en a mis 40 000 à disposition des écoles). La reprise des cours pour tous les élèves serait prévue pour le 01/07 mais rien n’est prêt.

En termes d’activité, Maeecha s’est réuni avec le gouverneur d’Anjouan pour travailler sur les modalités de reprise des cours et notamment la distribution de kits d’hygiène dans les 25 EPP du Nyumakele. Maeecha est en attente du protocole de l’Etat pour accompagner les EPP à le mettre en œuvre. Vraisemblablement, l’Etat a reçu beaucoup d’aides de coopérations bilatérales mais ne redistribue pas beaucoup…

3 jeunes filles de la formation du CIIPM (le Centre de Formation Professionnelle de Maeecha) ont travaillé sur la confection de masques en guise d’AGR.

**Intervention de Lassina Zampou – Keoogo- Burkina Faso**

La situation semble maitrisée au Burkina même si des cas sporadiques se font connaitre (cas « importés » et non locaux). Une inquiétude subsiste donc à l’annonce de la réouverture des frontières. Toutes les mesures barrière sont levées et la sensibilisation continue.

Le Burkina enregistre au 20/06 907 cas avérés, 823 guérisons et 53 décès. Aujourd’hui, les seuls cas encore recensés sont localisés à Ouagadougou. Des tests volontaires sont en cours de distribution, ils sont obligatoires pour le personnel soignant. L’hôpital de référence, le Centre hospitalier universitaire de Tengandogo n’est plus réquisitionné.

Au niveau scolaire, les écoles sont en vacances, exceptées les classes d’examens. Un système de passage prenant en compte la moyenne des deux premiers trimestres a été instauré. Les examens sont prévus en juillet/août : 14 au 18/07 pour le CEP et le BEPC, du 03 au 22/08 pour le baccalauréat.

A Keoogo, toute l’équipe travaille comme avant, en respectant les mesures barrière comme le port du masque. Tout fonctionne normalement : les centres d’accueil, le village des filles, le centre de santé. Les maraudes reprendront début juillet. En revanche les regroupements de plus de 50 personnes étant encore interdits, Keoogo adapte ses formations à un public maximum de 25 personne/session (femmes leaders, sur les mesures de sécurité dans le cadre du projet de lutte contre la radicalisation des jeunes)

Keoogo est confronté à une difficulté : les vivres sont insuffisants sur les sites de vie des jeunes filles. La distribution des vivres pour les garçons a été stoppée dans la mesure où ils sont en mesure de reprendre leurs « activités de subsistance ». Les retours en famille ont repris également dans les zones où cela reste possible (Bobo, Dédougou, Orodara et Banfora). En revanche les zones du nord et de l’est ne sont pas accessibles.

**Intervention d’Elisabethe Zerbo – Tin Tua – Burkina Faso**

Elisabethe, comme Lassina, fait part de l’inquiétude de la réouverture des frontières et de la possible multiplication du nombre de cas « importés ». Dans la zone de l’Est, le couvre-feu est toujours maintenu (à partir de minuit à Fada, de 19h en zone rurale). La situation sécuritaire engendre une insécurité alimentaire grandissante et préoccupante.

Au niveau des activités, après quelques semaines de télétravail, l’équipe de Tin Tua retourne au bureau et applique les mesures barrière comme le port du masque. Sur le terrain, Tin Tua accompagne les classes d’examen qui ont repris le 01 juin et travaille à la réalisation du journal « A bila Nialu », la lettre d’info également destinée aux parrains.

Un projet actions COVID19 a été validé par Partage, il a pour objectif d’accompagner le retour en classe des élèves en examen : distribution d’équipements d’hygiène dans les écoles, appui aux cantines scolaires, accompagnement des familles vulnérables, sensibilisation sur le virus par le biais des radios Tin Tua par et pour les enfants, en langues locales (gulimancema et mooré).

**Intervention de Rachid Sanou – Dispensaire Trottoir – Burkina Faso**

Rachid confirme que la situation COVID 19 au Burkina est plus ou moins sous contrôle, malgré l’inquiétude des cas importés. Rachid évoque les conséquences importantes au plan social et économique sur la main d’œuvre du secteur informel.

Le DT travaille avec les partenaires médicaux à la sensibilisation des populations sur les rumeurs et les « fake news » encore nombreuses, particulièrement à Bobo Dioulasso où persiste une défiance face au virus, vu comme une « maladie de blanc ». Un travail sur l’intégration du COVID19 au nouveau protocole de soins pour les patients VIH/Tuberculose/paludisme est en cours avec le Fonds Mondial. L’équipe santé travaille en porte à porte à la sensibilisation des familles sur l’importance de la distanciation sociale.

Rachid note un phénomène malheureusement en recrudescence de grossesses précoces. Le DT mettra l’accent sur des séances de sensibilisation dans les établissements scolaires sur la santé sexuelle et reproductive.

Le DT a renforcé son accompagnement des élèves en classes d’examens à travers la réalisation de cours de soutien scolaire pour combler les retards nombreux. Pour faire face à la demande, tout en respectant les mesures barrière, il a fallu scinder les groupes en différentes salles, donc adapter le nombre d’enseignants y prenant part.

Le DT poursuit son travail dans le cadre du projet legs de construction/réhabilitation des toilettes dans les établissements scolaires partenaires : la remise des clés des toilettes a eu lieu.

Le centre Safielba, classes maternelles du DT, n’a pas réouvert. Les cahiers des élèves ont été remis aux parents d’élèves ainsi qu’un kit alimentaire. La cantine du centre fonctionne toujours pour les élèves scolarisés en classe d’examen ou en cours de soutien scolaire.

**Intervention de Caroline – ASA**

Caroline se présente à l’ensemble des participants : responsable du parrainage, du volet Education et du suivi du projet COVID 19 pour Partage.

Le contexte a évolué depuis la dernière visio à Madagascar. Malgré l’utilisation du CVO (remède local à base d’artemisia), le nombre de cas grimpe, particulièrement ces dernières semaines (hiver austral ? relâchement des gestes barrière ? inefficacité du CVO ?). Au 22 juin, 1640 cas étaient avérés, pour 692 guérisons et 15 décès. Les festivités en lien avec la fête nationale de l’indépendance du 26 juin ont été annulées. L’ensemble du territoire a été déconfiné, 5 régions concentrent beaucoup de cas dont celles de Tana et Tamatave. L’impact économique de la crise se fait sentir sur les entreprises privées, les transporteurs, le tourisme.

Au niveau scolaire, comme au Burkina, seules les classes d’examen ont repris les chemins de l’école, les autres élèves restent à la maison. La reprise des cours pour la fin de l’année n’est pas évidente. Chaque école doit prendre ses dispositions, creusant ainsi l’écart entre le publique et le privé, pour décider du passage en classe supérieure. Dans certaines écoles, les contrôles et examens n’ont pas été assez nombreux pour déterminer les capacités des élèves à passer en classe supérieure. Les dates d’examen ne sont pas encore définies.

Au niveau des activités de l’ASA, la réinsertion urbaine a été suspendue depuis le 23 mars : formations annulées. Dans la ZMA (zone de migration dans la région du Bongolava), pourtant en dehors des principales zones de contamination, les écoles de l’ASA ont dû fermer leurs portes, pour cadrer avec les directives nationales. Tous continuent à porter les masques et respecter la distanciation sociale. Caroline fait part d’une inquiétude quant à la recrudescence du paludisme et de la difficulté d’accéder aux médicaments curatifs (stocks insuffisants). Un autre élément social pèse sur la ZMA : les attaques des dahalo (voleurs de bétails) qui sont de plus en plus nombreuses et violentes. Les tensions sociales s’accroissent, certains villageois sont contraints de fuir. Face à l’absence de l’armée (occupée à contrôler si les populations respectent les gestes barrière), les civils sont armés pour se défendre et s’organisent pour effectuer des tours de garde.

Caroline fait part également de l’accroissement du phénomène de grossesses précoces et des abandons scolaires, qui viendront impacter les résultats des projets mis en œuvre et soutenus par Partage.

**Intervention de Fanja Randriambololotiana – Vahatra – Madagascar**

Fanja confirme l’augmentation du nombre de cas à Madagascar, également dans la région d’intervention de Vahatra : le Vakinankaratra (une dizaine de cas pour l’instant). Une des explications repose sur le relâchement des gestes barrière. Fanja fait part de ses craintes sur les mois à venir en lien avec la situation économique et sociale et la paupérisation des plus vulnérables, dont les enfants seront les premières victimes…

Au niveau Education, Fanja souligne l’instabilité politique au niveau du MEN qui impacte les prises de décisions : depuis le début de l’année scolaire, c’est le 3e Ministre en poste. Cela ne permet pas une visibilité sur la stratégie et la programmation des années scolaires à venir. La majorité des écoles publiques ont fermé. Certaines écoles privées ont réouvert. Rien n’est harmonisé. Fanja donne en exemple l’incertitude dans la programmation des examens : l’épreuve d’EPS prévue le 24/06 dans le cadre du BEPC a finalement été annulée, sans déclaration officielle !

Fanja aborde un élément important pour VH : l’impact du COVID19 sur les familles qui ont contracté un Micro-Crédit et qui rencontrent des difficultés de remboursement. Cela pousse malheureusement les familles à envoyer les enfants chercher du travail. Lors des VAD, les enfants sont souvent absents. Fanja évoque aussi le phénomène des grossesses précoces mais évoque la difficulté de mesurer l’abandon scolaire des enfants.

VH a profité de ce temps de pause dans certaines activités pour renforcer les compétences des équipes par des formations notamment sur la connaissance, la prise en compte et la sensibilisation sur le COVID 19 auprès des familles. La fête habituellement organisée par le regroupement des OSC d’Antsirabe sur les droits de l’enfant (OSCAPE) a dû être annulée et repensée à travers le recueil et la diffusion sur les réseaux sociaux des témoignages d’enfants sur leurs droits. Une enquête sur l’impact de la crise sur les familles est prévue.

Les activités de soutien scolaire pour les enfants en classe intermédiaire et qui ne sont plus à l’école depuis le 23 mars sont réalisées. Les ateliers à destination des enfants et des ados ont repris depuis deux semaines. Une réflexion sur l’intégration de l’hygiène dans les modules des ateliers est en cours.

**Intervention de Pablo Andres Garcia – Bel Avenir - Madagascar**

A Bel Avenir, beaucoup de volontaires sont partis au début de la crise. Pablo est le coordinateur du centre de Mangily. Après des semaines au ralenti, l’équipe de BA a repris comme auparavant.

Pablo présente les actions mises en œuvre dans le cadre du projet urgence COVID19 co-financé par Partage : distribution de kits d’hygiène, de kits alimentaires, sensibilisation des populations sur les gestes barrière, accompagnement des familles vulnérables déjà bénéficiaires du projet et suivi scolaire des enfants de l’école des Salines, confection et distribution de masques.

BA a réalisé un conte pour sensibiliser les enfants sur le COVID19 écrit en malgache et traduit en français. Ce conte a été diffusé à l’ensemble des partenaires africains avant la visio. Sur le terrain, il a été distribué à 15000 exemplaires dans les EPP.

Une enquête pour comprendre les effets de la crise du COVID 19 sur les bénéficiaires, sur les salariés est en projet.

Au niveau de l’école des Salines, BA prépare les vacances scolaires en suivant les directives du gouvernement, malgré les nombreuses incertitudes. Le soutien scolaire prend aussi une place importante dans les activités actuelles.

**Intervention de Tobias Gbaguidi – RACINES – Bénin**

Le Bénin doit faire face à un bond du nombre de cas de COVID19, qui dénombre près de 850 cas confirmés. La peur gagne du terrain car de nombreux cas sont importés et que les questions vont bon train sur les raisons de cette flambée soudaine. Le cordon sanitaire au sud a été levé, les élections ont été organisées le 17 mai. Les églises ont réouvert. Les écoles également pour les classes de CM2 en examens. Les maternelles ont terminé leur année. La prochaine rentrée 2020-2021 a été programmée fin septembre. Le gouvernement a pris des mesures sociales pour accompagner le secteur hôtelier.

RACINES a mis en place des actions dans le cadre du projet urgence COVID19 comme la distribution de masques aux élèves. Tobias se questionne sur : qui le porte vraiment, notamment parmi les enfants à la maison, note le besoin de renforcer la sensibilisation des familles et souligne une certaine défiance face au virus. Le lavage des mains, par contre, semble avoir été approprié.

RACINES met en œuvre des actions de soutien scolaire.

**Intervention de Mausert François – ADEMA – Haïti**

La situation en Haïti est difficile et le COVID19 est dans une évolution négative. Les premiers cas remontent au 20/03, tout est fermé. Au 20/06 on dénombre 10810 cas suspects, 5211 confirmés et 88 décès. Dans le bas-nord-ouest, la zone d’intervention d’ADEMA, on dénombre quelques cas. ADEMA a travaillé au ralenti surtout au début de la crise, sauf sur le programme de gestion des risques qui n’a pas fait de pause.

Pour des raisons politiques, l’année scolaire a été clôturée en septembre 2019, avec une reprise en janvier 2020 et une nouvelle fermeture en mars. Qu’auront appris les élèves haïtiens ? Le MEN a élaboré un plan de réponse au COVID19 peu réaliste basé sur de l’enseignement à distance (excluant ainsi une partie de la population). La réouverture est toujours dans l’incertitude : début août ou début septembre.

ADEMA a mis en œuvre, avec un appui de l’AFD, des actions de mobilisation des acteurs communautaires, des communautés locales de la protection civile pour sensibiliser les populations. A Haïti, la défiance face au virus, tout comme en Afrique est une réalité. ADEMA a accompagné plus de 3700 familles en les équipant de matériel de lavage des mains à domicile.

Au niveau des écoles, ADEMA a participé à la réflexion avec le Bureau du District Scolaire (BDS) sur la réponse à la réouverture des classes : depuis plus de 6mois, les élèves n’ont pas été scolarisés : que faut-il faire ? Quel rattrapage proposer ? Comment identifier les compétences minimales pour passer au niveau supérieur ? Une des pistes envisagées est de programmer un trimestre (le premier de l’année 2020-2021) de rattrapage pour tous les niveaux mais il convient de prévoir plus d’heures de cours, de former les enseignants, de réaménager les écoles… ce qui risque de couter cher.

**Questions/échanges**

* Sur le CVO : pourquoi son utilisation n’a-t-elle pas permis la baisse du nombre de cas ? est-ce parce qu’il a été accompagné d’un relâchement de la population ? certains malgaches parlent d’un breuvage « politique », mais qui n’empêche pas la hausse du nombre de cas. Le CVO est vendu aux Comores, il serait efficace au Tchad… A Mada, il n’a pas été distribué partout alors qu’il l’a été à l’étranger… Des rumeurs circulent sur une mauvaise utilisation du CVO, en effet, les populations s’adonnent à l’auto-médication qui est pourtant peu indiquée avec ce breuvage. Le CVO a été distribué dans les EPP au début de la progression de l’épidémie, mais seulement dans les régions touchées.
* Sur le contexte sécuritaire du Burkina Faso ; le conflit se cristallise dans l’Est, le Nord, le Sahel et le Centre-Nord. La population est en grand danger puisqu’elle devient une cible des « hommes armés ». De nombreuses incursions dans les marchés ont lieu, les villageois prennent les armes pour se défendre et se constituent en « volontaires ». Une attaque à la frontière ivoirienne mi-juin fait craindre une nouvelle zone de conflits au Sud de Bobo. L’insécurité est grandissante dans la ville : braquages à mains armées, populations sur le qui-vive, cellules dormantes qui auraient pris leurs quartiers dans la ville. En parallèle, la campagne électorale risque de susciter de nouvelles tensions et il est à craindre que tout le Burkina ne puisse voter (les candidats se rendront-ils dans les zones dangereuses, suite à l’enlèvement du candidat Soumaïla Cissé au Mali) ? Les « terroristes » s’attaquent à tout le monde : civils, représentants de l’Etat, humanitaires, politiques… A Fada, on dénombre en quelques semaines pas moins de 32 526 PDI. Certaines routes sont bloquées dans la zone de Pama (vers la frontière avec le Bénin). Les écoles de Tin Tua restent pour le moment accessibles.
* Tobias s’inquiète de l’évolution de la situation COVID19 au Bénin et questionne les participants sur le cours des choses… : faut-il s’inquiéter ? Malheureusement, nul n’est réellement capable de répondre…

Secrétaire de séance

Marie Benketaf – Partage- France